

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 08/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNAUF INSULATION LANNEMEZAN

501 voie napoléon III
65300 Lannemezan

Références : 2025-369_Dp
Code AIOT : 0006806581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement KNAUF INSULATION LANNEMEZAN implanté 501 VOIE NAPOLEON III 65300 LANNEMEZAN. L'inspection a été annoncée le 20/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Perte d'utilités" visant à s'assurer que les exploitants ont bien identifiés les enjeux associés et mis en place une stratégie efficace pour éviter la situation accidentelle. En effet, le monde industriel est aujourd'hui dépendant de la source d'énergie électrique, indispensable au fonctionnement des entreprises. La perte de cette utilité peut être à l'origine de pertes d'exploitation importantes, mais aussi de phénomènes dangereux comme l'incendie ou le rejet de substances dangereuses ou polluantes. La gestion de ces situations dégradées ne s'improvise pas et doit être anticipée.

Nota : Le BARPI met à disposition des industriels le flash Aria "Pertes d'utilité électrique : un circuit court vers l'accident !". Ce document présente les éléments d'enseignements issus du retour d'expérience pour permettre aux exploitants de se préparer aux situations de perte d'utilité électrique. Il est disponible à cette adresse : <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/flash/pertes-dutilite-electrique-un-circuit-court-vers-laccident/>

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF INSULATION LANNEMEZAN
- 501 VOIE NAPOLEON III 65300 LANNEMEZAN
- Code AIOT : 0006806581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de production KNAUF de Lannemezan est spécialisé dans la fabrication de laine de verre. A ce titre, le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 2024. L'établissement est par ailleurs soumis à la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite «IED», pour laquelle il doit respecter le document de référence sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du secteur des activités de fusion de matières minérales (rubrique 3340).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Autonomie du dispositif	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de secours électrique et de surveillance (4.b)			
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En cas de coupure électrique, l'enjeu principal du site est le maintien en température du four de fusion afin d'éviter une prise en masse du verre et une perte de l'outil industriel. Les équipements sensibles, notamment les tours aéroréfrigérantes qui permettent le maintien des systèmes de refroidissement des électrodes, des enfourneuses et des goulottes d'évacuation, sont secourus par des onduleurs et des groupes électrogènes.

Afin de pouvoir apporter des éléments de réponse précis dans le cadre de l'action nationale 2025, il est demandé à l'exploitant la transmission des procédures (fiche réflexe et instruction) mise en œuvre par les opérateurs suite à la perte d'utilités ainsi que certains documents concernant le dimensionnement des onduleurs et groupes électrogènes, les capacités des cuves associées et l'autonomie des équipements précités ainsi que les entretiens réalisées en 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
Constats : Le site est alimenté par une ligne principale (poste MV5) et une ligne de secours (poste MV6) qui alimentent à leur tour plusieurs postes de transformation, d'une puissance d'environ 2000 kVA, qui sont répartis sur le site pour distribuer l'énergie électrique nécessaire au procédé de fabrication. En cas de problème électrique, le MV5 bascule automatiquement sur le MV6. La bascule inverse ne peut être réalisée que par le fournisseur d'électricité ESL (Energie Service de Lannemezan) après s'être assuré qu'aucun problème ne persiste. Les lignes ESL sont enterrées. Le schéma illustrant la description ci-dessus apparaît sur les écrans de contrôle au niveau du local de commande des utilités et de la salle de contrôle de la zone chaude. De manière générale, en cas d'anomalie remontée sur les écrans de contrôle, l'opérateur en poste est informé par une alarme sonore, il en prend connaissance et met en œuvre les mesures nécessaires à son traitement. Il n'y a pas d'alarme spécifique en cas de coupure électrique. Dans cette situation, les opérateurs contactent le service maintenance disponible 24h/24, 7j/7 et l'astreinte en cas de besoins complémentaires. En termes d'utilités, le site dispose : <ul style="list-style-type: none">- de tours de refroidissement pour le refroidissement des eaux de calcin et des équipements de production ;- d'une unité de production d'air comprimé ;- d'une distribution de gaz naturel ;- d'une cuve de GPL pour l'alimentation des chariots élévateurs circulant sur le site ;- d'une production d'oxygène gérée par un prestataire extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

En cas de coupure électrique, l'objectif est d'éviter la prise en masse du verre dans le four de fusion. Celui-ci est alors mis en veille et la production est arrêtée.

L'attention est portée sur les tours aéroréfrigérantes afin d'assurer le maintien en fonctionnement des systèmes de refroidissement des électrodes, des enfourneuses et des goulottes d'évacuation des cullets.

Le four fonctionnant également au gaz naturel, les agents en salle de contrôle surveillent particulièrement la bonne arrivée du gaz. Un pressostat avec report sur les écrans de contrôles permet de s'en assurer et de détecter toute anomalie. A noter que cette énergie ne permet pas à elle seule de poursuivre la production.

Les autres équipements et machines présents sur le site peuvent s'arrêter sans dommage :

- La production d'air comprimé est prioritaire mais son arrêt n'a pas d'impact sur le fonctionnement du four. En cas de coupure électrique, des bouteilles d'azote prennent le relais pour alimenter les électrovannes.
- La cuve GPL est utilisée pour l'alimentation des chariots élévateurs circulant sur le site. L'arrêt de l'alimentation électrique n'a aucun impact sur cette installation.
- La station de production d'oxygène est exploitée et télésurveillée par la société Linde. En cas de perte d'électricité, la société Linde est informée et un stockage d'oxygène liquide déjà présent sur site est mis en œuvre. Il assure 48 heures de disponibilité. Cet équipement dispose, par ailleurs, de son propre groupe électrogène.

La fiche « Numéros d'urgence » - LZ-F-267 - version 28/03/2025 mentionne le numéro de téléphone d'ESL.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande

principale. [...]
<p>Constats :</p> <p>Au niveau des équipements de sécurité, le sprinklage est alimenté par 2 cuves d'eau de capacité unitaire 360m³ toujours pleines. Il protège la ligne de production (polymérisation + découpe) et le packaging. En fonctionnement normal, le sprinklage fonctionne à l'aide de motopompes électriques.</p> <p>En cas de défaillance électrique, la motopompe diesel située dans le local électrique prend le relais (secours). Un contrôle visuel des installations (motopompes et niveau de remplissage des cuves diesel) est réalisé quotidiennement. Un essai de démarrage est réalisé hebdomadairement.</p> <p>De plus, en cas de coupure électrique des onduleurs présents sur site prennent le relais durant une heure pour garantir le fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des détecteurs gaz (mesure de la LIE) ; - des automates, écrans et capteurs qui équipent le four de fusion ; - de l'évacuation des gaz du four de polymérisation. <p>Les groupes électrogènes présents sur site se déclenchent en 20 secondes. Ils alimentent les onduleurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; -les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des

dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

En cas de coupure électrique, la production est arrêtée et le four est mis en veille. Les opérateurs disposent :

- des fiches réflexes du plan d'urgence dont une traite de la défaillance des utilités/défaillance électrique (fiche LZ-F-262 version du 27/06/2017)
- de l'instruction de travail LZ-WI-ZC-423 - Gestion du four et de l'avant corps (Cf. paragraphe 6.2 coupure électrique). Celle-ci renvoie vers un formulaire/check list à compléter. Chaque agent en poste zone chaude dispose ainsi de la liste des tâches à effectuer.

A noter que le site connaît régulièrement des baisses de tension qui se manifestent par l'arrêt de l'éclairage. Elles entraînent l'arrêt des équipements et leur mise en sécurité, ce qui nécessite aux opérateurs de réarmer manuellement chaque appareil. Toutefois, les anomalies électriques ne sont pas suffisamment importantes pour déclencher les groupes électrogènes, seuls les onduleurs prennent le relais.

En juin 2022, le site a subi une coupure électrique suite à un impact de foudre. Après cet évènement, une analyse avait été réalisée et avait permis de faire ressortir les points forts, les points faibles et établir une liste d'actions à engager.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à la visite d'inspection, il a été convenu avec l'exploitant :

- de faire un point sur la réalisation effective des actions listées suite à l'analyse de l'évènement de juin 2022 afin de s'assurer que les actions prévues ont bien été réalisées. Dans le cadre de cette analyse à froid et compte tenu des échanges lors de l'inspection d'autres actions pourraient émerger.
- de retenir le scénario de perte d'utilités pour un prochain exercice sécurité interne.

L'exploitant tiendra informée l'inspection quant à la réalisation des actions explicitées ci-dessus.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant la transmission des documents suivants:

- la fiche réflexe du plan d'urgence "Défaillance des utilités/défaillance électrique" (fiche LZ-F-262 version du 27/06/2017)
- l'instruction de travail LZ-WI-ZC-423 "Gestion du four et de l'avant corps" et les formulaires associés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Équipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

<p>En cas de coupure électrique, la production est arrêtée et le four est mis en veille. Les opérateurs disposent :</p> <ul style="list-style-type: none"> des fiches réflexes du plan d'urgence dont une traite de la défaillance des utilités/défaillance électrique (fiche LZ-F-262 version du 27/06/2017) de l'instruction de travail LZ-WI-ZC-423 - Gestion du four et de l'avant corps (Cf. paragraphe 6.2 coupure électrique). Celle-ci renvoie vers un formulaire/check list à compléter. Chaque agent en poste zone chaude dispose ainsi de la liste des tâches à effectuer.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La transissions des documents listés ci-dessus a été demandé à l'exploitant au niveau du point de contrôle précédent.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de 3 groupes électrogène (GE) et d'onduleurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite à la visite d'inspection, il est demandé à l'exploitant de s'assurer du bon dimensionnement de chacun des 3 groupes électrogènes présents sur le site en tenant compte des besoins en</p>

énergie des équipements secourus et de transmettre les informations à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
Constats : Le site dispose de 3 groupes électrogène et d'onduleurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'indiquer la capacité des cuves associées à chacun des 3 groupes électrogènes et leur autonomie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont

associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

Le site est équipé de 3 groupes électrogène (GE) et d'onduleurs.

Les GE font l'objet d'un suivi périodique par les équipes en interne lors desquels est notamment vérifié leur démarrage et d'un suivi annuel par une entreprise extérieure. Des tests en charge peuvent être réalisés lors de ces interventions afin de s'assurer que les GE prennent le relais en cas de perte électrique. Le dernier test a été réalisé en mai 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à la visite d'inspection, il est demandé à l'exploitant de transmettre les derniers compte-rendus d'entretien annuel des groupes électrogènes et des onduleurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois